

**AU ROYAUME-UNI, LE « BUDGET » DE LA CRIMINALITE LIEE AUX
STUPEFIANTS DEPASSE CELUI DU MINISTERE DE L'INTERIEUR**

Deux chiffres publiés au début du mois d'août par la presse britannique (*The Guardian*, 06.08.04) pourraient relancer le débat entre prohibitionnistes et abolitionnistes. Si l'on estime que **le budget du Home Office atteindra 15 milliards de livres (22, 2 milliards d'euros) en 2007-2008, le coût de la criminalité liée à la drogue serait, lui, de 16 milliards de livres (23, 68 milliards d'euros).**

En 1961, le Royaume-Uni ratifiait la convention des Nations unies sur les drogues. Dix ans plus tard, on comptait un peu moins de 5 000 toxicomanes « lourds » dans le pays. Aujourd'hui, on estime leur nombre à 280 000, majoritairement héroïno-dépendants ou cocaïno-dépendants.

A Londres comme ailleurs, le principal effet de la politique de la prohibition – pratiquée mondialement –, loin d'avoir été de limiter le nombre d'usagers aura été de faire exploser les marges des trafiquants : on estime généralement que, du producteur au consommateur, le prix des stupéfiants peut croître de 2000 à 3000 %. Comme chacun le sait, au « chiffre d'affaires » direct des trafiquants, il faut encore rajouter des coûts indirects : si un héroïnoman « débutant » dépense en moyenne 50 à 75 euros par jour pour se payer sa drogue, un toxicomane en fin de course pourra dépenser quotidiennement 4 à 5 fois ce montant. Ces sommes proviendront, évidemment, de la délinquance.

Dans un raccourci saisissant, Danny Kuschlick, Directeur de la *Transform Drug Policy Foundation*, écrit dans *The Guardian* : « Il y a 8 millions de gros buveurs au Royaume-Uni, dont deux millions sont de très gros buveurs. Le coût de la criminalité rattachée à l'abus d'alcool est de 7, 3 milliards de livres [10, 8 milliards d'euros] par an, il s'agit le plus souvent de crimes de sang. Il y a peu d'atteintes à la propriété associées à l'alcool, et aucune n'est commise par les 12 millions de fumeurs. Nos millions de consommateurs de tranquillisants ne mendient pas au coin des rues et n'entrent pas par effraction dans les maisons. Une population nettement plus réduite de consommateurs de crack et d'héroïne commet nettement plus de crimes, simplement parce que la prohibition rend leur addiction particulièrement coûteuse... »

Si l'on se réfère aux chiffres cités par *The Guardian*, **il apparaît en effet qu'une population de toxicomanes 28 fois moins importante que celle des alcooliques coûte, du point de vue criminel, deux fois plus cher à la société. Le rapport est donc, approximativement de 1 à 56...** On rappellera, par ailleurs, pour la forme que la police anglaise estime que 95% de la prostitution de rue est directement liée à la consommation de drogues dures. Enfin, il est évident qu'une part importante – si pas prépondérante – des dépenses de sécurité (police, justice, système pénitentiaire) est elle aussi liée aux stupéfiants (dans certains pays, entre 30 et 50% de la population carcérale a été impliquée dans des affaires criminelles dans lesquelles les stupéfiants jouaient un rôle...)

Il est probable qu'une recherche basée sur les mêmes critères produirait des résultats comparables dans l'ensemble du monde industrialisé. Rien n'indique, bien au contraire, que les choses vont s'arranger dans l'avenir prévisible : les énormes bénéfices engendrés par toutes les « mafias » du monde impliquées dans le trafic de stupéfiants d'une part, l'apparition de nouvelles drogues de synthèse, d'autre part, garantissent que le marché illégal des stupéfiants restera, dans les années à venir, l'un des plus rémunérateurs pour la criminalité organisée.

Si la prohibition est un échec patent – c'est du reste l'avis de nombreux professionnels – il n'en reste pas moins que la légalisation pure et simple est inenvisageable.

Certaines expériences pilotes de délivrance de drogues dures sous strict contrôle médical (menées, entre autres, en Grande-Bretagne) ont, cependant, entraîné des baisses sensibles de la délinquance ainsi qu'un meilleur contrôle des maladies sexuellement transmissibles.

Une piste à creuser, mais, surtout, si l'on se rappelle le débat qui a entouré la question de la méthadone, il y a une dizaine d'années, un énorme tabou à surmonter.

esisc@esic.org

tél : 0032 (0) 478 288 812